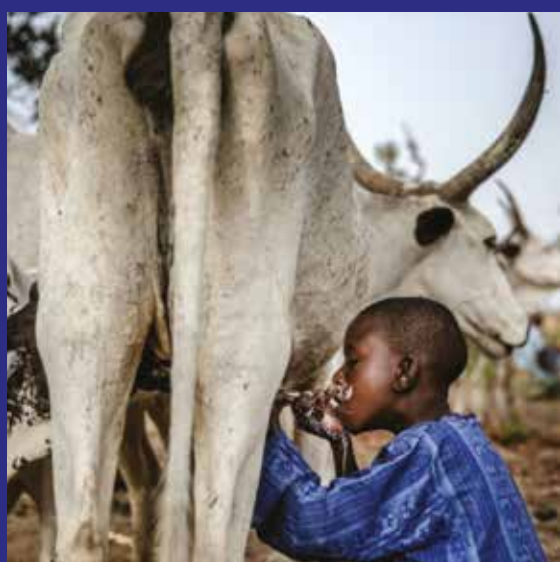


SUIVI DU DD DANS LA REGION DE MATAM



Depuis la Conférence internationale sur la population et développement tenue au Caire (Egypte) en 1994, la problématique de développement centrée sur la population est devenue l'enjeu majeur des politiques économiques et sociales des nations. Les conclusions et résolutions de la CIPD ont été renforcées par les l'Agenda 2030 des Nations Unies sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans la même perspective, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine met un accent particulier sur la capture du dividende démographique. A ce sujet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont engagés à intégrer la dimension démographique dans tous les programmes de développement et à renforcer le lien entre la structure par âge de la population et la croissance économique.

Dès lors, la problématique du dividende démographique (DD) défini comme l'accélération de la croissance économique résultante de la modification de la structure par âge de la population, devient un sujet incontournable dans la perspective de développement inclusif et durable.

Au plan national, le Sénégal, pays d'Afrique subsaharienne caractérisé par une croissance démographique forte, espère tirer profit de sa structure démographique à travers notamment l'accélération de la transition démographique. Cet engagement est clairement exprimé dans le référentiel de politique économique et social du pays : Le Plan Sénégal Emergent (PSE) horizon 2035. En synthèse, le PSE 2035 reconnaît, pour une transformation structurelle et un développement socio-économique rapide, l'importance de mettre en œuvre des politiques adéquates et appropriées en faveur d'une parenté responsable en vue de la réduction du poids des enfants à charge. Par ailleurs, la prise en compte du facteur population dans les politiques publiques conduirait, à coups sûrs et sur trois à quatre décennies, au « dividende démographique » dont la fenêtre d'opportunité est déjà ouverte.

Afin de disposer d'évidences empiriques sur les progrès économique et sociale et de suivre les indicateurs relatifs à l'analyse et à la capture du dividende démographique, le Sénégal a mis en place son Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD). Cet observatoire s'appuie sur des données démographiques, économiques et sociales et élabore des indicateurs relatifs à cinq (05) dimensions qui sont en lien avec les axes du Plan Sénégal Emergent et également en parfaite synergie avec les quatre piliers du dividende démographique tels que définis par l'Union Africaine.

Les cinq (05) dimensions type des observatoires nationaux du DD se présentent comme suit :

o Dimension 1 : Déficit du Cycle de Vie

Cette dimension fait ressortir l'inadéquation entre les besoins matériels des individus et les capacités économiques dont ils disposent pour satisfaire lesdits besoins à chaque âge. Elle utilise principalement la méthodologie des NTA (National Transfer Accounts) et aboutit à l'Indice de Couverture de la Dépendance Economique (ICDE).

o Dimension 2 : Qualité du Cadre de Vie

Cette dimension s'intéresse à l'analyse de l'environnement dans lequel on vit, considéré du point de vue de son influence sur la qualité de vie et le bien-être des individus. A partir de la méthodologie du « Better Life Index » de l'OCDE, l'indice d'analyse ici est l'Indice de Qualité du Cadre de Vie (IQCV).

o Dimension 3 : Dynamiques de pauvreté

Contrairement aux méthodes traditionnelles et statiques de l'analyse de la pauvreté, il s'agit ici de l'analyse des différents états de pauvreté entre deux périodes. Elle se fonde sur les nouvelles approches de mesure de la transition dans la pauvreté pour construire l'Indice Synthétique de Sortie de Pauvreté (ISSP)

o Dimensions 4 : Développement Humain Etendu

Cette dimension, captée à travers l'Indice de Développement Humain Etendu (IDHE), permet de mesurer le niveau de développement humain et durable ». Il intègre la réalité démographique en particulier l'indice synthétique de fécondité (ISF) des pays africains en général. Sa construction se fonde sur l'indice traditionnel d'IDH du PNUD.

o Dimension 5 : Réseaux et Territoires

Cette dernière dimension analyse les interactions entre les structures spatiales et les flux migratoires, financiers et de biens et services. Cette dimension traite également de la répartition des infrastructures et de l'attractivité des régions. La méthodologie de base est celle des Clusters et l'indice de cette dimension est l'Indice Synthétique Réseaux et Territoires.

Ces cinq dimensions sont réunies dans un indicateur composite appelé **Indice synthétique de suivi du dividende démographique (I2S2D)** ou encore **Demographic Dividend Monitoring Index (DDMI)**. Celui-ci donne une mesure synthétique du niveau auquel se situe un pays ou une région en termes d'exploitation du dividende démographique.

Dans la logique d'opérationnalisation du DD et de mise en place des observatoires locaux au Sénégal, le présent Policy Brief présente les résultats des indicateurs de suivi du DD dans la région de Matam.

REGION DE MATAM EN BREF

Présentation de la région de Matam

Située au nord-est du Sénégal, la région de Matam est l'une des plus récentes du Sénégal, sa création date de février 2002. Elle fait frontière avec la Mauritanie à l'Est, et est bordée au Nord par la région de Saint-Louis, à l'Ouest par la région de Louga, au Sud-Ouest par la région de Kaffrine et au Sud par la région de Tambacounda.

Avec une superficie de 29 616 Km², soit le 1/7 du territoire national, Matam est la deuxième région du pays de par son étendue derrière Tambacounda. La région est administrativement divisée en trois départements, cinq arrondissements et 13 communes. Ces entités, en règle générale, sont assez vastes.

L'analyse de la démographie de la région de Matam montre que la population résidente est passée de 423 915 habitants en 2002 à 584 519 habitants en 2014, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 2,7%. Ce taux était plus élevé dans la période intercensitaire précédente, et était estimé à de 4,8% entre 1988 et 2002.

Capital humain

Le capital humain recouvre les secteurs de la santé et de l'éducation. Pour ce qui concerne la santé, certains indicateurs de couverture sanitaire de la population respectent la norme standard. Le nombre d'habitants par poste de santé dans la région de Matam est dans les normes de l'OMS avec 1 lit pour 7 008 habitants (1 lit pour 10 000 habitants selon la norme OMS). Il en est de même pour le nombre d'habitants par hôpital. Mais il faut noter que la région accuse un retard pour le nombre d'habitants par centre de santé qui est 4 fois en-deçà des normes de l'OMS. Cela signifie que la région a besoin de construire 03 centres de santé supplémentaires.

Concernant l'effectif des médecins, la norme OMS recommande 01 médecin pour 10 000 personnes, alors que la région compte 01 médecin pour 25 258 personnes pour un médecin en 2016. Ce qui témoigne du manque considérable de médecins dans la région. Il en est de même pour les infirmiers où la norme OMS est de 1 infirmier pour 3 000 habitants alors que dans la région de Matam, il est de 11 262 habitants pour un infirmier en 2016. S'agissant de la norme OMS pour le nombre de femmes en âge de reproduction par sage-femme, la région de Matam est dans les normes avec une sage-femme pour 1 650 de femmes en âge de procréer en 2016.

En matière de santé de la reproduction, la région enregistre 16 636 accouchements en 2016 dont 14 442 ont été effectués à la maternité et 2 194 à domicile. Le programme de lutte contre le paludisme a connu une avancée notable dans la région de Matam. En effet, depuis un certain temps, le nombre de cas ne cesse de baisser. Entre 2015 et 2016, le nombre de cas de paludisme détecté dans la région a connu une baisse de 37,2%.

Dans le secteur de l'éducation, la région de Matam est caractérisée par un faible niveau de préscolarisation aussi bien chez les filles que chez les garçons. En effet, le taux brut de scolarisation (TBPS) est de 7% en 2014. Ce taux est plus élevé chez les filles (8,05%) que chez les garçons (6,26%).

Le réseau des établissements scolaires élémentaires se densifie de manière satisfaisante dans la région de Matam. De 542 écoles en 2013, le nombre d'écoles est passé à 563 en 2014, soit un accroissement absolu de 21 écoles, avec un effectif de 2 308 enseignants composés d'hommes et de femmes.

En ce qui concerne les effectifs, on constate une légère progression en passant de 72 300 élèves en 2013, 73 337 élèves en 2014, soit une hausse de 1 037 élèves. Les filles sont plus nombreuses dans le système avec une proportion relative de 60%.

S'agissant de l'intensité de la fréquentation scolaire, le Taux Brut d'Accès avoisine les 85%. La région a aussi enregistré de bons résultats concernant le Taux Brut de Scolarisation (TBS), qui dépasse les 65% en 2014 avec un indice de parité favorable aux filles.

En outre, le Taux d'Achèvement du Primaire (TAP) révèle que 54% des élèves terminent leur cycle primaire et les meilleures performances sont observées chez les filles que chez les garçons.

Le nombre d'établissements du Moyens et Secondaires recensé dans la région de Matam s'élève à 99 en 2016, dont 95 publics et 04 privés. Pour l'année scolaire 2015/2016, 8042 élèves dont 51% de filles pour 49% de garçons sont inscrits au cycle secondaire dans la région. Le TBS est de 39 pour le moyen et 20 pour le secondaire. Le TBS des filles est plus important que celui des garçons, que l'on soit dans le moyen ou dans le secondaire. En effet, dans le moyen, le TBS est de 48 pour les filles contre 31 pour les garçons. Dans le secondaire, le TBS est de 21 pour les filles contre 18 pour les garçons.

Potentialités économiques

L'économie de la région, à l'instar de toutes les régions presque, reste dominée par l'agriculture qui constitue la principale activité du secteur primaire. Elle se pratique de diverses manières et va de la culture sous pluie à la culture de décrue en passant par la culture irriguée. Les cultures sous pluies et de décrue occupent la majeure partie des terres cultivables et concernent principalement les céréales pour l'essentiel destinées à la consommation.



On distingue dans la région de Matam deux types d'agriculture. L'agriculture vivrière essentiellement tournée vers l'autoconsommation et l'économie de subsistance et l'agriculture industrielle, faiblement pratiquée par rapport aux autres régions telles que Thiès et Kaolack. Les spéculations généralement cultivées sont le mil, le maïs et le sorgho et elles ont connu une baisse vertigineuse cette année, excepté le riz qui a une augmentation de 2%. Cela s'explique par la répartition inégale et de la mauvaise pluviométrie. A l'instar des cultures vivrières, les cultures industrielles ont connu de nettes diminutions de productions par rapport à l'année précédente. La production d'arachide d'huilerie a chuté de 74%, le niébé de 20%.



Le sous-secteur de l'élevage dispose d'énormes potentialités qui font de la région une zone d'élevage par excellence. Ainsi, peut-on noter une bonne distribution du cheptel sur l'ensemble de l'espace régional où elle est cependant pratiquée de diverses façons suivant les zones écologiques. L'élevage, à côté de l'agriculture, constitue l'une des principales activités de la région. Cependant, le secteur de l'élevage souffre d'une insuffisance de personnel qualifié avec seulement 14 agents dont un seul docteur vétérinaire, 4 Ingénieurs des Travaux d'Élevage et 9 Agents Techniques d'Élevage.

Le sous-secteur de la pêche continentale est une composante essentielle de l'activité halieutique et revêt une importance capitale pour l'économie de la région de Matam. Cette activité est pratiquée au niveau du fleuve Sénégal qui borde la région sur une distance de 200 km ainsi que sur ses défluent et mares.

Les secteurs du commerce et de l'artisanat de Matam offrent plusieurs opportunités aux acteurs du milieu. Les atouts et potentialités se révèlent tout d'abord par une position géographique stratégique avec le croisement des routes nationales RN2 et RN3 qui lui confère le statut de carrefour et facilite le développement du commerce régional.

Au dernier recensement, la région compte 81 marchés permanents et 19 hebdomadaires. Les marchés permanents dominent les centres urbains tandis que les marchés hebdomadaires sont plus présents dans les villages même si on en répertorie quelques-uns dans les villes. Avec la construction des nouvelles routes, beaucoup de localités sont devenues accessibles rendant les marchés de ces secteurs visibles.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'artisanat, la région de Matam garde une longue tradition dans le domaine de l'Artisanat. Toutefois, seul Matam la capitale régionale dispose d'un village artisanal.

Assainissement et Eau

La région de Matam dispose d'un seul et unique réseau d'assainissement de drainage des eaux de pluie situé dans la commune de Matam. Ce seul réseau de drainage des eaux de pluie existant dans la région ne dépasse pas les 5 000 mètres et les populations n'y ont pas accès. Le milieu rural est dépourvu de réseaux d'assainissement. Le taux d'accès à l'assainissement en 2012 était établi à 14,4% alors que les normes visées par les OMD est de 63%.



La région de Matam compte un nombre assez important de points d'eau avec 152 forages motorisés réalisés par l'Etat et ses partenaires. Cependant, le maillage des infrastructures hydrauliques souffre d'une mauvaise répartition. En effet, sur un total régional de 152 forages, le département de Ranérou-Ferlo n'en dispose que de 25 alors que le département de Kanel dispose de 59 forages. C'est le département de Matam qui dispose du plus grand parc de forages motorisés avec 68 unités dont 63 équipés de châteaux d'eau et de 5 réservoirs au sol.

Aussi, la région regorge d'importantes ressources en eau dont les eaux de surface, avec le fleuve Sénégal qui longe la région sur environ 200 km à l'est et au nord et les ressources en eaux souterraines qui représentent un potentiel essentiel pour le développement agricole.

Cependant, l'accès à l'eau en milieu urbain dans la région de Matam n'est pas encore effectif. Seule la commune de Matam qui est gérée par la SDE arrive à satisfaire la demande sans cesse croissante grâce à la mise en place de plusieurs ouvrages hydrauliques.



APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'approche méthodologique est déclinée suivant les différentes dimensions de DDMI. La première dimension se base sur la méthode des Comptes nationaux de transfert (NTA). L'objet de cette méthode est de produire une mesure, tant individuelle qu'agrégée, de l'acquisition et de la répartition des ressources économiques aux différents âges. Cela consiste à introduire l'âge dans la Comptabilité Nationale. Ces comptes sont destinés à comprendre la façon dont les flux économiques circulent entre les différents groupes d'âge d'une population pour un pays et pour une année donnée. Ils indiquent notamment à chaque âge les différentes sources de revenus et les différents usages de ces revenus en termes de consommation, que celle-ci soit privée ou publique, et d'épargne. Ils permettent ainsi d'étudier les conséquences économiques liées à la modification de la structure par âge de la population (United Nations, 2013).

La dimension 2 (ou Qualité du cadre de vie) s'inspire de la méthodologie du Better Life Index développée par l'OCDE (2011). Dans sa formulation standard, le cadre de vie couvre onze (11) sous-dimensions considérées comme essentielles au bien-être. Mais dans le cadre de suivi du DD, seules sept (Engagement civique, Liens sociaux, Environnement ; Équilibre travail-vie privée et Sécurité) des onze sont retenues dans l'analyse du cadre de vie, les quatre (04) autres étant pris en compte par les autres dimensions. Chaque sous-dimension du cadre de vie est mesuré à partir d'un à quatre indicateurs. À l'intérieur de chaque sous-dimension, on calcule la moyenne des indicateurs élémentaires qui le composent avec la même pondération, ces derniers étant normalisés au préalable. L'Indicateur de la qualité du cadre de vie (IQCV) est une moyenne pondérée des indicateurs composites sous-dimensionnels.

L'analyse des dynamiques dans la pauvreté effectuée au niveau de la dimension 3 s'appuie sur une nouvelle approche de mesure des transitions dans la pauvreté de Dang et Lanjouw (2013). Ces derniers ont développé une méthode de construction de pseudo-panel et d'estimation de la matrice de transition sur deux ou plusieurs enquêtes de pauvreté. L'idée est de suivre des cohortes d'individus (ou de ménages) dans le temps.

Les dimensions 4 et 5 sont inspirées de la méthode de l'IDH et des Clusters respectivement. Se basant sur les trois sous-dimensions classiques de l'IDH, la dimension 4 introduit la fécondité dans la construction de l'indicateur pour tenir compte des aspects relatifs à la démographie et à la soutenabilité du développement. Quant à la dimension 5, elle couvre quatre (04) sous-dimensions : l'urbanisation, la migration, les infrastructures et les flux financiers. Chaque sous-dimension comporte un certain nombre d'indicateurs permettant de la quantifier. Les indicateurs sont normalisés de sorte que les valeurs soient comprises entre 0 (le pire score) et 1 (le meilleur score). L'indice sous-dimensionnel est obtenu par la moyenne géométrique des indicateurs qui composent la sous-dimension. L'Indicateur synthétique des réseaux et territoires (ISRT) représente lui aussi la moyenne géométrique des indices sous-dimensionnels.

Le DDMI est une agrégation par moyenne géométrique des indicateurs synthétiques des cinq dimensions. Son interprétation se fait à travers une grille donnée. Dans cette grille, les pays ou territoires sont repartis en trois catégories selon la valeur de l'indicateur. Ainsi lorsque l'indicateur présente une valeur inférieure à 0,50, la situation du pays (ou de la région) est jugée insatisfaisante et celui-ci (ou celle-ci) n'exploite pas le DD. Par contre, le pays ou la région exploite le DD lorsque l'indicateur a une valeur se situant entre 0,5 et 0,79. Mais les bénéfices engrangés dans ce cas sont encore moyens ou faibles. Enfin, lorsque la valeur de l'indicateur est supérieure ou égale à 0,8, le pays ou la région exploite le DD d'une façon optimale.



PRINCIPAUX RESULTATS

Forte dépendance économique : Plus de 85% du déficit des dépendants non couvert par le revenu des travailleurs

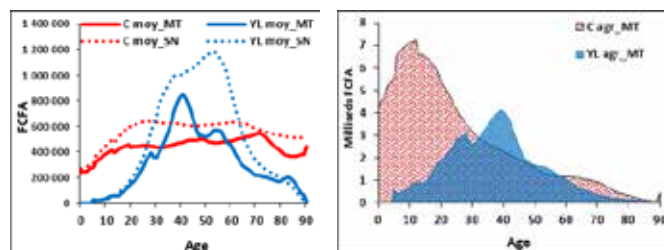
La région de Matam connaît un niveau moyen de consommation plus bas que la consommation moyenne nationale. Durant sa vie, la consommation moyenne annuelle d'un individu résidant à Matam reste inférieure à la consommation moyenne annuelle nationale. De même, ceux qui disposent de revenu moyen du travail, présentent des profils généralement plus bas que ceux obtenus au niveau national.

Dans la région, les jeunes de 0-32 ans et les seniors de plus de 58 ans constituent la couche des dépendants c'est-à-dire ceux dont les revenus du travail ne parviennent pas à satisfaire leur besoin de consommation. La consommation moyenne des jeunes de 0-32 ans s'élève à près de 392 000 FCFA par âge, soit plus de deux fois plus élevée que le revenu moyen de cette même catégorie d'âge estimé à 145 000 FCFA. Il en résulte un déficit moyen de près de 246 000 FCFA. Ce même déséquilibre est observé chez les personnes de la tranche d'âge 58 ans et plus, où la consommation moyenne dépasse de deux fois le revenu du travail et où le déficit est évalué à 229 000 FCFA en moyenne par âge.

La charge de ces dépendants jeunes et seniors est en partie supportée par les individus actifs de la tranche d'âge 33-57 ans. Ces derniers arrivent à générer un surplus de revenu par rapport à leur consommation. En effet, avec une consommation moyenne de 474 000 FCFA inférieure au revenu du travail estimé à 625 400 FCFA, les individus de 33-57 ans dégagent un surplus économique de près de 150 000 FCFA.

Il est important de noter que la période sur laquelle les individus génèrent un surplus économique est plus courte que ce qui est observée à l'échelle nationale. En effet, au niveau national, la période de surplus commence plus tôt (30 ans) et finit plus tard (63 ans) que dans la région de Matam.

Graphique 1 : Profils moyens (gauche) et agrégés (droite) de consommation et de revenu du travail de la région de Matam, 2011



Source : CREG, 2020.

Au niveau agrégé, la consommation des jeunes de 0-32 ans s'estime à 175,3 milliards de FCFA annuel contre un revenu de 47,3 milliards de FCFA. Ce qui fait un déficit à la jeunesse de l'ordre de 128,0 milliards de FCFA. A côté de ces jeunes, les seniors de 59 ans et plus sont aussi déficitaires. En fait, ces seniors ont un niveau de consommation de 20,6 milliards de FCFA mais ne disposent que de 11,4 milliards de revenu du travail, d'où un déficit de 9,1 milliards. Ainsi 7% du déficit de la région de Matam est dû à la vieillesse contre 93% à la jeunesse. Le seul groupe d'âge générant un surplus est constitué des individus d'âge compris entre 33 et 58 ans. Leur surplus s'estime à 17,1 milliards de FCFA (par ailleurs largement inférieur au surplus de certaines régions comme Kaolack) et reste faible devant le déficit total des jeunes et des personnes âgées ; qui est de 137,1 milliards de FCFA.

Tableau 1 : Principaux agrégats du cycle de vie économique (en Mds CFA), Région de Matam, 2011

	Consommation	Revenu du travail	Déficit du cycle de vie	Indice de couverture de la dépendance économique
0-32 ans	175,3	47,3	128,0	
33-58 ans	49,7	66,8	- 17,1	
59 ans et +	20,6	11,4	9,1	
Total	245,6	125,6	120,1	12,48%
en % de l'agrégat national	3,52%	2,60%	5,61%	

Source : CREG, 2020.

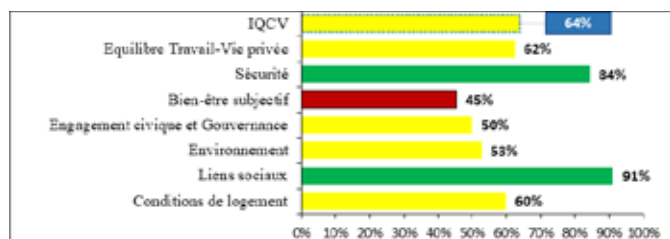
Connaissant le déficit total et le surplus généré, on en déduit l'indicateur de couverture de la dépendance économique (ICDE) qui mesure la part du déficit couverte par le surplus généré. En effet dans la région de Matam, les résultats montrent un taux de couverture de 12,5% du déficit par le surplus généré. Ce qui voudrait aussi dire qu'il existe un gap de 87,5% et qui représente la part du déficit financé par d'autres sources de revenu en dehors du travail.

Un cadre de vie globalement satisfaisant malgré un bien-être subjectif déplorable

C'est un indicateur permettant de mesurer la qualité du cadre de vie. Il est composé de différents sous-indicateurs. Le tableau qui suit présente les différentes valeurs de l'IQCV ainsi que de celles de ses composants.



Graphique 2 : Principaux indicateurs de qualité du cadre de vie dans la région de Matam



Source : CREG, 2020.

Avec une valeur de 64% de l'IQCV dépassant le seuil minimal requis qui est de 50%, les Matamois bénéficient d'une qualité du cadre de vie moyennement satisfaisante. On note cependant des contreperformances pour la sous-dimension Bien-être subjectif dont l'indice est en deçà de 50%. Cet indice est appréhendé par la satisfaction à l'égard de la vie et mesure le jugement global que les individus portent sur leur vie plutôt que leurs sentiments du moment. Ce jugement étant subjectif et indique que, d'une manière générale, les populations de Matam ne sont pas satisfaites à l'égard de leur existence.

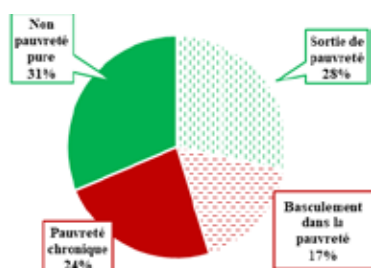
La sécurité (84%) et les liens sociaux (91%) sont les sous-dimensions sur lesquelles Matam est très bien noté. Avec plus de 80% de la population se sent en sécurité en marchant seule la nuit, la région possède le score de sécurité le plus élevé du Sénégal. Concernant le réseau social, 91 sur 100 Matamois connaissent quelqu'un sur qui compter en de besoin (amis, proches, etc.). Ce résultat est similaire à ce qui est observé dans les autres régions. En effet, les liens sociaux sont très renforcés au Sénégal du fait la culture et la sociologie du milieu considèrent l'entraide et l'esprit « Teranga » comme des valeurs essentielles. Et celles-ci sont inculquées aux individus dès leur bas âge.

Les flux de sortie de la pauvreté sont encourageants

Les dynamiques de pauvreté entre 2006 et 2011 sont plus ou moins intéressantes dans la région de Matam. Sur la période indiquée précédemment, on observe 24% des ménages vivent de façon permanente dans la pauvreté (pauvreté chronique). Cette proportion est de loin inférieure à celle des ménages qui sont demeurés constamment dans la non pauvreté (31%) durant cette période.

De plus, la proportion de ménages non pauvres en 2011 alors qu'ils étaient pauvres en 2005 (les sorties) est évaluée à 28%. En revanche, 17% des ménages ont quitté l'état de non-pauvreté et basculé dans la pauvreté entre 2005 et 2011. Le solde net de sortie est alors de 11 points de pourcentage. Ainsi, les dynamiques de sortie de la pauvreté sont plus importantes que les basculements. Cette situation relativement intéressante mérite d'être soutenue par les politiques de développement pour réduire davantage la pauvreté chronique.

Graphique 3 : Dynamique de la pauvreté entre 2006 et 2011, Région de Matam



Source : CREG, 2020.

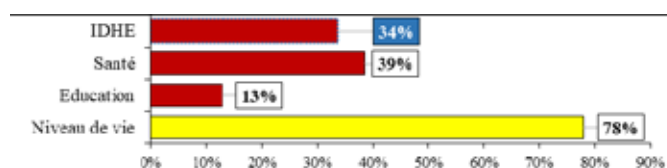
L'indice synthétique de sortie de pauvreté (ISSP) affiche un score de 55,3%, ce qui indique que la population de la région a une capacité moyennement satisfaisante de sortir de la pauvreté ou de se stabiliser dans la non pauvreté.

L'éducation et la santé, des secteurs à prioriser pour le développement humain de la région

L'Indice du développement humain étendu (IDHE) permet de donner une appréciation du niveau de développement « durable » d'une région. C'est une extension de l'IDH (Indice de développement humain) avec l'introduction de l'indice synthétique de fécondité pour tenir compte de la vitalité démographique.

Le graphique suivant présente le résultat de l'IDHE et de ses composantes pour la région de Matam.

Graphique 4 : Principaux indicateurs de développement humain dans la région de Matam



Source : CREG, 2020.



Le développement humain est faible dans la région de Matam. Avec un score de 34%, Matam est la deuxième du Sénégal dont le niveau de développement humain est plus bas après Kaffrine. Parmi les trois composantes de l'IDHE, deux sont dans la zone rouge avec des scores inférieurs à 50%. Il s'agit de l'éducation et de la santé.

Au regard du graphique, le niveau de l'éducation est inquiétant dans la région. Son score (13%) indique que le capital humain incorporé dans la population de cette région est très faible. Cela est la conséquence de la durée moyenne de scolarisation qui est très basse mais aussi de l'espérance de vie scolaire qui est très faible. En effet, un habitant de la région de Matam âgé de 25 ans ou plus, a effectué, en moyenne, moins d'une année d'études scolaires (0,63 année) alors que la moyenne nationale se situe autour de 3 années pour le même groupe d'âge. En outre, dans la région de Matam, un enfant qui a l'âge d'entrer au primaire espère effectuer 6,7 années d'études en moyenne, alors que l'espérance de scolaire est de 9 années au niveau national. En fait, selon le Rapport SES Régionale 2014, il existe beaucoup de problèmes dans l'éducation au niveau de la région de Matam. Il s'agit d'un taux d'abandon élevé, la mobilité de la population en général et celui du Ferlo en particulier, l'existence très faible d'écoles privées. Certains problèmes sont liés au système éducatif, notamment le déficit de personnel enseignant.

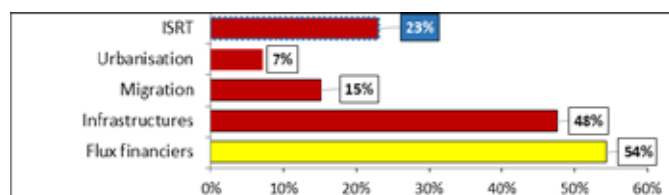
La situation sanitaire, elle aussi, n'est pas reluisante au niveau de la région. L'indicateur de santé est de 39%, l'un des plus bas du Sénégal. Cela est la résultante d'une fécondité et d'espérance de vie qui sont à des niveaux déplorables. En effet, Matam se classe parmi les cinq régions où l'espérance de vie est la basse au Sénégal. Celle-ci est évaluée à 60 ans. Aussi, l'indice synthétique de fécondité y est-il élevé avec 6,8 enfants par femme.

L'indicateur de niveau de vie est la seule composante de l'IDHE qui dépasse le niveau minimal requis de 0,50 mais malheureusement n'atteint pas la cible de 0,80. Sa valeur s'estime à 0,78 ce qui voudrait dire que des efforts restent à faire pour relever le niveau de l'indice de consommation. Comparativement aux autres régions, Matam occupe la septième position du classement du niveau de vie.

Une urbanisation peu reluisante, mais des flux financiers aguichants

Les réseaux et territoires décrivent l'attractivité des zones et les facilités de mobilité territoriale à travers les quatre sous-dimensions que sont l'urbanisation, la migration, les infrastructures, et les flux et capacités financiers. Les résultats obtenus pour cette dimension de DDMI sont présentés dans le graphique ci-après.

Graphique 5 : Principaux indicateurs de Réseaux et Territoires dans la région de Matam



Source : CREG, 2020.

Au regard de la valeur de l'Indicateur synthétique des réseaux et territoires (ISRT) qui estimée à 23%, la région de Matam présente un niveau d'attractivité faible. Cela découle surtout des contreperformances des sous-dimensions urbanisation et migration.

Estimé à 7%, l'indicateur d'urbanisation est très faible dans la région de Matam. En réalité, cette région détient le plus faible indicateur d'urbanisation de toutes les régions du Sénégal, excepté la région de Kédougou (5%). En effet Matam est une région à caractéristique rurale (21% de taux d'urbanisation en 2013), mais avec une taille moyenne des ménages élevée. En outre, la densité de la population est faible. Avec une moyenne de 19 individus au kilomètre carré, Matam fait partie des quatre régions les moins denses du Sénégal. De plus, l'offre de logement pour location n'est pas assez disponible.

Les flux migratoires sont également faibles dans la région, ce qui confère un score bas à l'indicateur de migration (15%). Les faibles indices d'entrée (5%) et de sortie (10%) révèlent que les mouvements migratoires sont faibles aussi bien dans le sens des entrées que celui des sorties. Toutefois, il faut noter que la région avait connu dans le passé des vagues de migration consécutives et celles-ci remontent à la période de l'écroulement de l'empire du Mali. La partie qui était occupée par les migrants à l'époque fut Orkadiéré, un village situé dans le département de Kanel. C'est à cette occasion que la région a enregistré l'afflux de populations venues du « Toro » (département de Podor) et du Djolof.

La sous-dimension infrastructures présente un score de proche de 50%. Bien qu'elle soit toujours dans la zone rouge, elle est toutefois meilleure aux deux sous-dimensions précédentes. L'accessibilité et la qualité des infrastructures sont à améliorer afin dépasser ce minimal de 50%, qui mettrait la région dans de bonnes dispositions pour amorcer le développement. Certains services sociaux présentent de sérieux problèmes. Si les OMD ont été atteints en matière d'accès à l'eau potable, il existe des soucis pour assurer l'accès à toute la population surtout dans le Ferlo. Pour ce qui est de la qualité de l'eau, elle ne pose pas problème en milieu urbain parce qu'elle est contrôlée par la SDE. Par contre, les difficultés se retrouvent souvent en milieu rural avec la présence du fer à des taux assez élevés et l'absence d'unité de chloration au niveau des forages. En outre, moins de la moitié de la population à l'électricité (40%). Les demandes satisfaites en contraception sont faibles (10%) et seuls 46% des accouchements sont assistés par du personnel soignant qualifié.

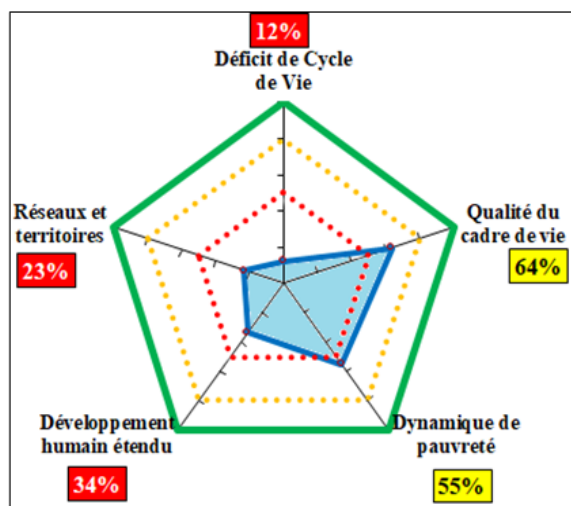
Les flux et capacités financiers sont la seule sous-dimension qui présente un niveau satisfaisant avec une valeur de 54%. En fait, la région bénéficie de beaucoup de transferts de fonds relativement à son poids économique. En 2011, les flux de transferts reçus par Matam sont estimés à près de 11 milliards CFA, soit quatre fois plus que les transferts versés par la région. De plus, on note une prédominance du département de Kanel dans les transactions de la Poste. Selon les mandats émis par cette dernière, 62% est au bénéfice du département de Kanel contre respectivement 37% et 1% pour les départements de Matam et Ranérou. On observe un accès aux services des transferts formels relativement plus élevé (48%) que le niveau national (21%).

La région est encore loin d'amorcer l'exploitation du dividende démographique

Le *Demographic Dividend Monitoring Index* (DDMI) est une agrégation des cinq dimensions présentées précédemment. Il permet de mesurer le niveau d'exploitation du DD par une région. Le DDMI de Matam est évalué à 32%, ce qui indique que la région est loin d'exploiter le DD. En effet, cette valeur est inférieure au seuil minimal de 50% nécessaire pour amorcer la capture du DD. Le graphique ci-dessous présente de façon synthétique les cinq dimensions de DDMI.



Graphique 6 : Synthèse des dimensions de DDMI



Source : CREG, 2020.

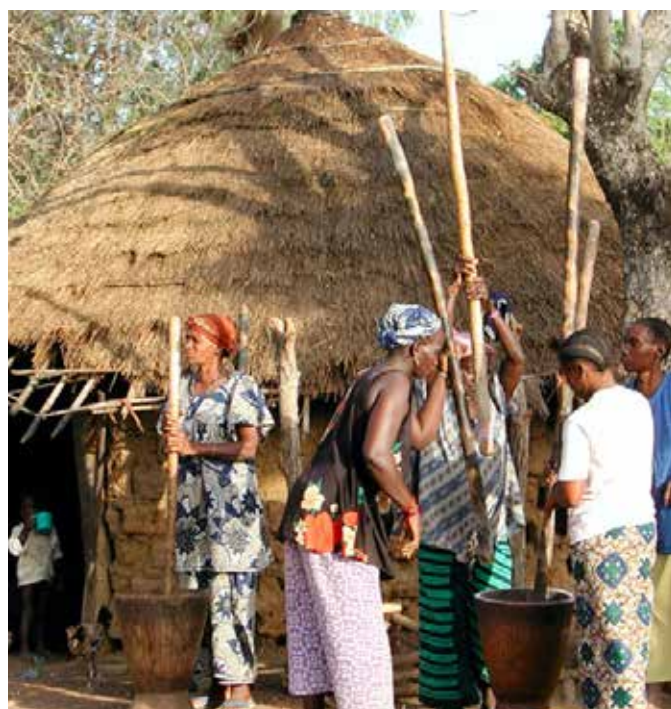
L'analyse du graphique révèle, bien qu'aucune dimension n'atteigne la cible de 80%, qu'on note tout de même deux des cinq indicateurs dépassent le seuil de 50%. Il s'agit de la qualité du cadre de vie et de la dynamique de pauvreté. Pour ces deux dimensions, des efforts méritent fait pour les maintenir dans cette bonne tendance.

Toutefois, on observe que trois dimensions se portent très mal. Premièrement, le déficit du cycle de vie est très prononcé avec un ICDE de 12%. En effet, seuls 12% de besoins consommation des individus économiquement dépendants sont couverts par l'excédent de revenu dégagé par les travailleurs. Comparativement aux autres régions, Matam a le plus faible ICDE de toutes les régions du Sénégal.

Deuxièmement, l'indicateur des réseaux et territoires indique une faible attractivité de la région avec une valeur 23%. Cela traduit un mauvais état de la structure et un niveau d'interaction faible des réseaux.

Troisièmement, le développement humain est aussi bas (34%), et découle d'un niveau d'éducation faible et d'une situation sanitaire peu reluisante.

En somme, des investissements stratégiques doivent être orientés sur ces trois dernières dimensions pour assoir les conditions favorables pour la capture du DD.



Recommandations

Les priorités devraient porter sur :

- le renforcement de construction d'ouvrages hydroagricoles pour améliorer l'accès à l'eau ;
- le renforcement du capital humain par une meilleure formation des jeunes et un accès facile à des financements ;
- la création des mallions de chaîne de valeur autour de l'élevage, la grande activité de la région ;
- un plaidoyer en faveur d'investissements en termes de réseaux routiers de qualité en vue d'une promotion des échanges transfrontaliers, pour un développement d'activités économiques dans la région.

Références

ANSD (2013). « Deuxième enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS II-2011), Rapport définitif ».

ANSD (2014). « Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage, 2013 », Rapport Définitif, RGPHE 2013.

ANSD (2015). « Situation Economique et Sociale Régionale de Matam ».

ANSD et ICF International (2018). Sénégal : *Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue 2017)*. Rockville, Maryland, USA : ANSD et ICF.

ANSD et ICF International (2012) *Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples au Sénégal (EDS-MICS) 2010-2011*. Calverton, Maryland, USA: ANSD et ICF International.

Dang and Lanjouw (2013) « Measuring Poverty Dynamics with Synthetic Panels Based on Cross-Sections ». *Policy Research Working Paper*, No. 6504. Word Bank, Washington, DC. World Bank.

Dramani L. (2018), *Dividende démographique et développement durable au Sénégal : le développement sous un prisme nouveau*. Edition L'Harmattan.

OCDE (2011). Assurer le bien-être de la famille. Editions OCDE, Paris.

United Nations (2013), *National Transfer Accounts Manual: Measuring and Analysing The Generational Economy*. Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

